

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 204 - VENDREDI 7 FÉVRIER 2014

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Gouverner par capitulation ?
Finalement, cet homme devient "dangerous" ●

AGENDA MILITANT

→ 10 février

France [Marche pour la Culture](#)
Saint-Ouen [Assemblée générale de l'OMOS](#)

→ 13 février

Paris [L'État, le pouvoir, le socialisme](#)

→ 19-22 février

Nanterre [Penser l'émancipation](#)

→ 22 février

Nantes [ND-des-Landes : l'aéroport, c'est toujours NON !](#)
Veynes [Le pas de l'oiseau en AG](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Monde

[L'Europe n'existe pas, elle se construit](#),
Roger Martelli

→ Nouvelle force politique

[Quelques réflexions sur la situation politique](#),
Bernard Calabuig

→ Carte blanche

[La nausée](#), Jacques Serres
[In memoriam Pete Seeger](#), Laurent Lévy

→ Humeur

[Théorie du genre](#)

Face à la haine, l'exigence d'égalité

Comment analyser la multiplication des manifestations xénophobes ? On peut l'identifier à une "montée des périls" susceptibles de produire du chaos. Un tel monceau de haines recuites semble avoir l'énergie redoutable du désespoir. Et c'est peu dire que le désespoir appelle rarement une mobilisation porteuse d'émancipation. De fait, la haine de la société et la haine de la démocratie s'entremêlent, dans une intention de plus en plus explicitement ségrégative et totalitaire.

Une autre analyse, plus optimiste, considère que ces mouvements nostalgiques sont les soubresauts pathétiques d'un monde qui disparaît. L'influence catholique s'estompée, le modèle familial traditionnel a explosé, les aspirations des individus ont changé, la société française est et sera de plus en plus cosmopolite... De fait, au lieu de prétendre désespérément revenir à un hypothétique glorieux passé national, l'heure est à opposer à la mondialisation (libérale) la mondialité¹ (solidaire).

Le problème, cependant, c'est que la fédération des mécontents sur des bases réactionnaires produit de la casse humaine. La société n'est pas immunisée contre la violence, et celle-ci semble aujourd'hui bruyamment frapper à nos portes. La captation des colères légitimes et des désirs de résistances, leurs défigurations pour leur donner le laid visage du racisme - antisémitisme, islamophobie, homophobie... - ou le profil hideux du mépris naturalisé - détestation des jeunes, des précaires, des vieux, domination des femmes... - signe l'échec cruel des formes traditionnelles de politisation.

Pour autant, nous ne sommes nullement démunis. Un certain mythe républicain s'affaisse, le fossé entre la devise censée incarner les droits de l'homme - liberté, égalité, fraternité - et la réalité est béant aux yeux de tous ? L'orientation anciennement sociale-démocrate est devenue ouvertement libérale ? Cela nous conduit à associer à l'idée de fédération des résistances contre l'austérité et contre toutes les dominations, celle d'un mouvement de transformation de la société pour l'égalité en général. Qu'y-t-il de plus urgent que d'y travailler, sous toutes les formes, en tous lieux, à toutes occasions et dans un esprit ouvert ?

Face aux Dieudonné (l'antisémite compulsif), aux Soral (l'idéologue sordide) et aux Meyssan (le mercenaire sans scrupule), noms d'un opportunisme et d'un cynisme mortifères, prenons conscience de notre force et partageons nos convictions pour en faire un large sentiment populaire.

● Gilles Alfonsi



1. Roger Martelli, *La bataille des mondes*.

Jusqu'ou critiquer "La démocratie" ?

Après notre dossier critique sur le livre d'Alain Brossat¹, *La démocratie*, nous avons convenu avec lui du présent entretien, sous la forme de questions-objections à son livre. Un débat qui, sans nul doute, n'est pas terminé.

Gilles Alfonsi. Soulignant que les « régimes démocratiques » ne remplissent pas, loin s'en faut, le cahier des charges censé correspondre à leur essence (élections libres, pluripartisme, liberté d'opinions...), vous en tirez comme conséquence que « *le mot démocratie a tout à fait cessé d'être un concept destiné à désigner le plus désirable de tous les régimes de la politique* ». Cependant, la réalité démocratique en France, par exemple, n'est-elle pas moins homogène que vous ne le dites, et même contradictoire, dans la mesure où existent de nombreuses expériences autogestionnaires et des pratiques locales, institutionnalisées ou non, qui contredisent la prédominance de la dépossession ?



Alain Brossat. Tout d'abord, merci pour l'attention que vous accordez à mon livre. Ce que je veux dire, c'est tout simplement que nous ne pouvons espérer l'emporter sous le même drapeau que l'ennemi. "La démocratie" est devenue

le signifiant maître et exclusif de la domination aujourd'hui ; ce que ce mot puissant a en propre, c'est de rendre indistincts les intérêts du capital de ceux de la forme de gouvernement qui se place sous ce signe - la démocratie de marché. Le trait singulier du nouveau (depuis la chute du système soviétique) régime

G. Alfonsi : La réalité démocratique en France par exemple n'est-elle pas moins homogène que vous ne le dites, et même contradictoire ?

de la politique qui a fait de "la démocratie" un moyen avéré de lutte pour l'hégémonie est de se placer sous le signe de l'Un-seul, et de tenter d'accréditer la fable de la démocratie "horizon indépassable de notre temps", voire terminus de toute espèce d'histoire politique envisageable. Le but de l'opération hégémoniste qui prend consistance autour du nom

de la démocratie, en tant que référent unique et seul nom présentable de toute espèce de condition politique présente, est distinct : il s'agit, en reconduisant implacablement tout ce qui nous conduit à *différer* d'avec les conditions politiques fixées par nos gouvernants, les "militants de l'économie" et autres vicaires du capital, au même signe de ralliement que celui de nos adversaires et ennemis, d'annuler la possibilité même de baliser le champ d'un affrontement entre des forces en conflit ouvert, et portées par la connaissance intime de ce qui les sépare et les oppose.

Il s'agit, en tentant de nous contraindre à nous déclarer "démocrates" *comme nos ennemis* le font aussi et à couler nos subjectivités politiques dans ce moule, de rendre impraticables les opérations les plus élémentaires de la politique (comme domaine de pensée et d'action), à commencer par celle qui consiste à "se poser en s'opposant", à prendre en charge la division et le conflit comme fondements de l'agir politique.

La tradition politique la mieux éprouvée place la vie des régimes (Constitutions) politiques sous le signe ●●●

1. *Cerises*, n°200, 10/01/2014 <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=4293>

●●● du multiple et de la relativité des uns aux autres. La condition citoyenne, à Athènes, est inséparable de la capacité pour les uns et les autres de se diviser à propos de la Constitution et des formes de gouvernement souhaitables, ceci en fonction des intérêts, des conditions d'appartenance et des opinions des uns et des autres. La vie politique athénienne est toute entière portée par cette dynamique au fil de laquelle chaque régime (oligarchie, démocratie, tyrannie...) tire parti des faiblesses et imperfections de l'autre et y trouve l'occasion de le renverser. Pour Machiavel, il ne fait pas de doute que la "grandeur romaine" est inséparable du fait que, tout au long de l'histoire de la République, patriciens et plébéiens, constamment divisés, ne sont d'accord *sur rien* pour ce qui concerne la forme de régime ou de gouvernement souhaitable.

Ce qui tend à faire époque, avec cette sorte de *dictature* du mot démocratie qui tend à nous imposer ses conditions aujourd'hui, c'est, avec la disparition de cette notion de la pluralité des formes d'organisation politique et de gouvernement des humains, la tendance de plus en plus marquée à la *criminalisation* de ce qui s'oppose à cet exclusivisme – la délégitimation violente de tout ce qui,

dans un discours ou une action, tenterait, envers et contre tout, de se présenter comme *l'autre radical* de ce qui a capté le nom de la démocratie. On le voit suffisamment, non seulement avec la criminalisation ouverte de régimes en conflit avec les puissances occidentales comme l'Iran ou la Corée du nord, mais aussi bien, et plus grave, avec la criminalisation rampante (et susceptible de

A. Brossat :
"La démocratie" est devenue le signifiant maître et exclusif de la domination aujourd'hui.

devenir ouverte à chaque instant) du régime chinois. Le règne de l'Un-seul démocratique tel qu'il a établi aujourd'hui sa prééminence et tel qu'il exerce une emprise massive sur la perception de la politique par les populations du monde entier est, à ce titre, non seulement une école d'intolérance (tout ce qui critique ou s'oppose à ce supposé mouvement de rationalisation de l'histoire que serait l'irrésistible "démocratisation du monde" devant nécessairement porter la marque de l'insupportable), mais aussi

une promesse d'actions violentes. Ceci aussi bien dans les relations internationales que dans les espaces intra-étatiques : sous ce régime de la totale-démocratie, toute forme d'opposition qui récuse la "règle du jeu" en résistant à sa captation et à son recyclage aux conditions de l'institution politique se verra décriée comme « *rogue* », déchue de tout statut et vouée, par conséquent, au traitement le plus expéditif : c'est dans cet esprit que les crimes imaginaires des "communards" de Tarnac et la prise d'armes des islamistes du Nord-Mali peuvent être placés sous le même signe – celui du "terrorisme" ; une étiquette qui sert, dans un cas, à jeter des gens en prison sur la foi de preuves fabriquées et, dans l'autre, de s'abstenir de faire des prisonniers.

Au "jeu" consistant à s'établir dans la position des *vrais démocrates*, par opposition aux gouvernants voués à outrager les bonnes mœurs démocratiques, nous serons toujours perdants. Il est arrivé au mot "démocratie" ce qui est arrivé, peu ou prou, au mot "république" dans le cours de notre histoire depuis les lendemains de la Commune de Paris : peu à peu, mais inexorablement, ceux d'en-bas se sont détachés de ce nom, à force de le voir servir des intérêts ●●●

●●● violemment opposés aux leurs et coïncider avec un État dont le moins que l'on puisse dire est qu'il ne les traitait pas avec impartialité... Le mot démocratie est devenu par excellence le vocable corrompu mis en scène par les promoteurs de l'illusion selon laquelle nos "libertés" auraient pour condition première notre entière soumission aux impératifs du marché. Dans ces conditions, la position consistant à promouvoir la "vraie" démocratie contre cet abus (la démocratie directe ou locale ou participative ou tout ce que vous voulez) a pour effet constant de ressouder sous le même sigle et de rendre indiscernable et compact ce qui a vocation à se différencier et entrer en conflit. La politique est vouée à dépérir dans un champ où le différend entre les uns et les autres est sans cesse annulé au profit de l'alignement des subjectivités sur cet énoncé unique : *qui suis-je ? Un démocrate !*

À ce jeu, ce sont toujours ceux qui ont déposé la marque qui l'emportent. À eux la légitimité institutionnelle, les positions de pouvoir, le contrôle de la police des énoncés. À eux aussi la capacité infinie de capter, recycler les flux "démocratiques" divergents – en faisant d'une figure de la démocratie locale issue des luttes un parfait conseiller municipal "de gauche", en métamorphosant un "démocrate" irakien, persécuté par Saddam Hussein, en collabo de l'occupation américaine

après le renversement du premier... Dans nos pays, le bain d'eau tiède de "la démocratie" dans lequel barbotent tous les acteurs institutionnels de la vie politique, même ceux des franges et des marges (Le NPA, LO qui, à ne rater aucune élection présidentielle, sont devenus les plus parfaits des dépliant publicitaires en faveur du régime établi par de Gaulle :

G. Alfonsi : Face au système de domination, envisager une politique égalitaire ne suppose-t-il pas non seulement la mobilisation des subjectivités dans un autre sens mais aussi une mise en cause globale du système institutionnel et de l'ordre social ?

quel meilleur argument en faveur du caractère exemplairement tolérant et libéral, *démocratique*, de ce dispositif que le fait que ceux-là même qui se disent les adversaires déterminés du "système" se voient si généreusement conserver leur rond de serviette d'un banquet électoral sur l'autre... ?).

Gilles Alfonsi. Vous évoquez le passage d'un régime politique où on visait la transformation du monde à un autre qui place au premier plan les subjectivités et où ce qui compte, c'est « *la façon dont les sujets infléchissent leurs conduites* ». Ne peut-on envisager que face au système de domination au profit duquel les institutions de toutes sortes ne cessent de travailler les subjectivités, une politique égalitaire suppose non seulement la mobilisation des subjectivités dans un autre sens mais aussi une mise en cause globale du système institutionnel et de l'ordre social ?

Alain Brossat. L'enjeu des conduites ou plutôt des contre-conduites, des résistances de conduite, voire des insurrections de conduite (Foucault) vient au premier plan dans une configuration où les formes de l'action politique issues de la première modernité, notamment celles de l'action révolutionnaire, sont moribondes ou, si l'on préfère, débranchées de toute espèce d'actualité politique. Les contre-conduites, ce ne sont pas seulement des subjectivités rétives, ce sont même en premier lieu des corps qui se dérobent ou résistent aux efforts que font les gouvernants pour leur assigner leur place et qui, ce faisant, produisent des troubles d'importance variable et, en tout cas, font apparaître le trait perpétuellement litigieux d'un gouvernement des vivants qui, constamment, procède par ●●●

●●● répartition, hiérarchisation, séparation, exclusion ou inclusion excluante, etc. Les contre-conduites, c'est le point de résistance que rencontre constamment le pastorat humain contemporain – du geste de rétivité modique à l'insubordination ou l'insoumission ouverte. C'est le brouillage perpétuel par les sujets gouvernés eux-mêmes du programme gouvernemental, et qui prend la forme d'une multitude de "gestes" consistant à signifier ceci : nous ne voulons pas être gouvernés selon ces modalités, par ces gens-là, à ces fins-là... Les contre-conduites ne sont pas seulement l'envers du pouvoir violent ou borné, elles expriment aussi un constant désir d'autonomie. Leur efficacité est particulièrement visible dans un pays comme la Chine où les antagonismes sociaux et politiques ne sont pas canalisés par le système des partis, des syndicats et autres groupements d'intérêts et où la relation *adversative* entre gouvernants et gouvernés est à nu, où la critique et l'opposition ouverte à la puissance étatique sont criminalisées et réprimées. C'est dans une multitude de gestes, mouvements et conduites de défection par rapport aux codes des conduites correctes édictés par le pouvoir que prend corps (et se manifeste la puissance) de ce que l'on pourrait appeler *la démocratie des gens* (ou du quelconque), si le terme n'était pas aussi massivement prostitué à la domination qu'il l'est maintenant, sous nos latitudes...

Gilles Alfonsi. Vous contestez l'orientation consistant à vouloir « *revenir aux fondements de la démocratie* » ou à « *démocratiser la démocratie* », et vous proposez de travailler à l'avènement d'une politique « *vivement déplacée du côté de l'égalité, de la communauté et*

A. Brossat :
***Les contre-conduites,
 ce ne sont pas
 seulement des
 subjectivités rétives,
 ce sont même en
 premier lieu des corps
 qui se dérobent ou
 résistent aux efforts que
 font les gouvernants
 pour leur assigner
 leur place.***

de la réélaboration du mode de vie en rupture avec l'économie et les conduites de prédation ». Pourquoi ne pas associer le paradigme de l'égalité et l'exigence d'une refondation de la démocratie ?

Alain Brossat. "La refondation" n'est pas un geste d'invention ou de création, c'est un dessein qui s'enferme dans les conditions qui nous sont dictées par l'inanité du présent, un geste qui se résigne à notre

enfermement dans cette forme du temps "homogène et vide" (W. Benjamin) qu'est le présent historique considéré comme insurpassable. Je me permettrais de rappeler ici que ce qui se nomme aujourd'hui "la démocratie" est une formation historique au même titre exactement que la monarchie absolue, soumise donc, à la même condition de mortalité que celle-ci. Autour de 1770, Voltaire, Diderot et autres éminents protagonistes des Lumières se divisaient à propos du bien fondé des mesures prises par le chancelier de Maupeou contre les Parlements régionaux et le Parlement de Paris, mais aucun d'entre eux ne disposait alors d'une puissance politique imaginative pour concevoir et énoncer la possibilité que s'ouvre un tout autre horizon politique que celui de la monarchie, bien mal en point pourtant, déjà. C'est qu'il était alors apparemment plus facile, pour un Diderot, de concevoir un monde sans Dieu qu'un gouvernement sans roi, délié des conditions de l'institution monarchique. On peut le comprendre : après tout, ce n'était pas le premier mais bien la seconde qui l'avait expédié dans le donjon de Vincennes après la publication de la *Lettre sur les aveugles*...

Ce que je veux dire par là, c'est que nous sommes peu ou prou dans la situation de Diderot et Voltaire face à l'institution monarchique, en 1771 : plus celle-ci bat de l'aile et plus elle entend faire valoir ses prérogative en tant qu'*absolue*. Il en va exactement de même de ce que ●●●

●●● nos ennemis appellent "la démocratie" aujourd'hui : plus il est avéré que la machine est cassée (ce sont désormais régulièrement des minorités avérées qui hissent les gouvernants sur le pavois, la "représentation" n'est plus, à tous égards, qu'une fable que l'on raconte aux "citoyens" considérés comme d'éternels enfants), ce régime ou système de gouvernement qu'ils nomment "la démocratie" est un astre mort qui, certes, peut encore longtemps poursuivre sa trajectoire avant de s'enfoncer dans les ténèbres, mais irrémédiablement mort comme l'était d'ores et déjà la monarchie absolue à la fin du règne de Louis XV. Notre passion de l'égalité et de la communauté mérite mieux que cette tunique de Nessus, mais pour se tenir à la hauteur de cette exigence, il faut se rappeler que notre condition historique est faite de discontinuités radicales, d'événements qui, dans l'instant, proclament le vide absolu de la situation antérieure et créent les conditions de l'oubli salvateur de cette gangue de mots et d'énoncés qui, hier encore, emprisonnaient et empoisonnaient nos pensées. Et donc "la démocratie", nous l'oublierons, le moment venu, comme nous avons oublié le pointilleux gouvernement des âmes par

l'Église catholique au XIX^e siècle, comme les gens de l'Europe de l'Est ont oublié le "socialisme réel", et les Siciliens le temps des Bourbons. Plus un mot de la politique est puissant autant que vide, et plus il se disperse rapidement lorsque la bulle éclate.

G. Alfonsi : Pourquoi ne pas considérer que la démocratie est une idée neuve en Europe, et qu'elle a finalement changé de camp ?

Gilles Alfonsi. Vous mettez en cause l'usage du mot démocratie mais vous considérez que le mot égalité « *garde son tranchant* » et « *persiste à être une arme* ». Au contraire, il me semble que les mots égalité, peuple et liberté sont aussi problématiques que le mot démocratie, que leurs usages posent le même type de problèmes, qu'on peut toujours opposer l'égalité théorique et les réalités concrètes... L'égalité, la

liberté ou le peuple ne relèvent-ils pas, à peu de choses près, des mêmes affrontements discursifs et des rapports de pouvoir que le mot démocratie ? Dans une telle hypothèse, si on suit votre démonstration concernant "la démocratie", faudrait-il renoncer à tous ces mots ?



Alain Brossat. Lorsque survient ce que l'on peut à proprement désigner comme un événement (la Révolution française, Octobre 1917, la Révolution chinoise, Mai 68...), ce sont les modes d'énonciation de la politique qui sont bousculés et transformés – les sujets politiques commencent à parler sous d'autres conditions, selon un nouveau régime de partage du vrai et du faux, de nouveaux signifiants forts émergent et d'autres tombent en désuétude. C'est en ce sens que je dis que nous sommes voués à "oublier" la démocratie, pas au sens bien sûr où ce terme disparaîtrait du vocabulaire. La position de ce ●●●

●●● terme comme signifiant maître du discours politique est ce qui se destine à assigner toutes nos pensées, nos pratiques et notre espérance politique au régime compact de l'Un-seul, c'est-à-dire au régime que nous assignent les gouvernants, un régime qui se définit constamment comme le sans alternative et l'insurpassable. Sous ce régime, le mot démocratie veut dire exactement le contraire de l'égalité : c'est un régime qui se voue obstinément à accroître, instituer et légitimer l'inégalité. Dans ce contexte, l'égalité persiste à conserver son tranchant, elle est un couteau, autant que "la liberté" est une éponge. Sous ce régime où les gouvernants et les élites sont les maîtres du langage, où ils fixent les énoncés, exercent leur pastorat déplorable à coup d'"éléments de langage" toxiques et où le culte de "la démocratie" est devenu la clé de voûte de cette guerre dans la langue, c'est une entreprise non seulement désespérée mais foncièrement *conservatrice* que celle qui consiste à se laisser enfermer dans ce piège des mots puissants. L'urgence, c'est d'apprendre à se desceller d'avec ces conditions et à le montrer en apprenant à *parler*

autrement notre politique que celle des patriciens.

Gilles Alfonsi. Face aux régimes des pays de l'Est - assimilés à des dictatures -, le capitalisme a durablement été associé à la démocratie. Depuis l'effon-

Brossat : Je pense exactement le contraire : "la démocratie" est devenu le signifiant qui coïncide exactement avec les formes de cet hégémonisme impérial qui régit aujourd'hui le chaos /monde.

drement des premiers, l'évolution anti-démocratique des régimes démocratiques est un fait : affaissement du rôle du Parlement, explosion de l'abstention, affaiblissement du syndicalisme et du militantisme de parti, développement des institutions échappant à tout contrôle démocratique, professionnalisation de

la vie politique et des élus, concentration de la presse... Dès lors, pourquoi ne pas considérer que la démocratie est une idée neuve en Europe, et qu'elle a finalement changé de camp ?

Alain Brossat. Je pense exactement le contraire : "la démocratie" est devenu le signifiant qui coïncide exactement avec les formes de cet hégémonisme impérial qui régit aujourd'hui le chaos / monde. Il est la membrane destinée à nous empêcher de faire le pas de côté qui est la condition pour que reprennent de la vigueur les processus d'émancipation. Il nous faut, si nous voulons sortir de cet encerclement, réapprendre à "parler la politique", apprendre à parler du *commun* à nos propres conditions.

Lecteurs de *Cerises*,
pour réagir à ce dossier,
une seule adresse :
cerises@plateformecitoyenne.net

Les deux visages de la crise politique

Hollande n'est ni méchant ni mou. Il choisit le seul espace que le capital accepte : celui de la droite. Ce faisant, il achève l'ère politique du compromis entre capital et travail, commencée avec le Front populaire, et brouille les repères au point que les termes de gauche et de droite ont perdu leur sens. Ce clivage n'est plus jugé pertinent que par 27 % de Français, contre 34 % en 2010 (CEVIPOF). Les syndicats et les organisations se réclamant de la radicalité ont-ils vraiment pris la mesure de ce bouleversement ? Le Front de gauche au Parlement a réclamé « une politique de gauche » et évoque une « opposition constructive » ; la CGT invoque le fait que « la gauche doit réussir » ; J.-L. Mélenchon souhaite un rééquilibrage au sein de la gauche au profit du Front de gauche. Autant de leit-motiv entendus lors de la période mitterrandienne et durant la « gauche plurielle ». Avec le succès que l'on sait.

Comment la même méthode pourrait-elle produire de meilleurs résultats ? Nous sommes dans l'impasse. Et on ne sort pas d'une impasse en s'arc-boutant contre le mur du fond. Mais si le clivage gauche-droite s'efface, est-ce unilatéralement au détriment des idées anticapitalistes ? Est-ce que cela ne peut pas aussi libérer nombre de citoyens d'une fidélité qui figeait leur posture politique ?

Que faut-il changer dans nos manières de faire ?

Nous avons l'habitude de suivre une temporalité qui dissocie urgence et avenir, l'avenir étant tellement lointain qu'on en parlera quand les urgences seront réglées. L'ennui, c'est qu'ainsi elles ne le sont jamais. Et pour cause : une société est toujours un mouvement vers un ailleurs. A-t-on pris en compte que le maintien du statut quo, c'est-à-dire des situations acquises, ne correspond plus aux réalités ? Chaque mesure qui nous tombe dessus est une marche vers une autre conception de la société, conceptualisée de manière

cohérente, que les forces du capital se gardent bien de mettre en débat public. Ce n'est pas en négociant avec les capitalistes ou le pouvoir que l'on reviendra au *plein emploi*, c'est en commençant à prendre les rennes de l'économie et de la société qu'on redéfinira ce que doit devenir le travail et la lutte contre le chômage. De même, l'enjeu fondamental est-il de « taxer le capital », de refuser la hausse de la TVA ou de maîtriser les leviers de l'économie pour pouvoir disposer de l'argent des profits ? L'un n'empêche pas l'autre ? Pour l'instant l'un occulte l'autre.

Dire cela n'est pas s'enfermer dans du tout ou rien. Le rapport de forces qui détermine la politique ne dépend pas des cris de colère mais de ce que les gens ont dans la tête et des objectifs qu'ils se fixent. Vouloir, c'est déjà transformer. Pour qu'une idée devienne réalisable, encore faut-il que quelqu'un l'exprime et tente d'en faire un objectif. Le réalisme n'est pas de s'indexer sur les sondages mais de s'interroger sur les interventions et initiatives qui permettent d'élargir tout de suite les ambitions populaires.

Le rapport de forces qui détermine la politique ne dépend pas des cris de colère mais de ce que les gens ont dans la tête et des objectifs qu'ils se fixent.

Cette démarche permettrait aussi de dépasser cette dichotomie néfaste qui veut que le social soit l'affaire des syndicats et la politique, celle de ceux qui se destinent au pouvoir. Si syndicalisme, politique, vie associative deviennent autant de portes d'accès à la construction des mêmes objectifs, cela permet d'espérer rassembler au-delà des 27 % pour lesquels « gauche » veut encore dire quelque chose.

Seulement, nous ne devons pas avoir peur de nous lancer dans l'inédit.

● Pierre Zarka





Engels, le bon compagnon

Et Engels, que vient-il faire dans cette affaire ? On sait qu'après la mort de Marx, il a poursuivi son œuvre en mettant en forme ses notes pour publier la suite de *Capital* ou de *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*¹. Mais en quoi nous intéresse-t-il dans une chronique consacrée à la poésie du bonheur ? En fait, il me semble qu'il y trouve sa place tant pour la pratique de la chose que pour sa théorie.

L'Origine... qui vient de reparaître n'est en effet pas sans rapport avec notre sujet. Sans idéaliser les premiers pas de l'humanité, Engels, s'appuyant sur les connaissances scientifiques de son temps, notamment les travaux de Morgan sur les Iroquois, montre qu'à l'époque de la commune primitive, avant l'apparition de la propriété privée et de l'État, la vie humaine n'était pas sans règles, parfois complexes ; elle n'était certes pas idyllique, et l'individu avait sans doute peu de liberté par rapport au groupe, mais les êtres humains vivaient dans une forme quasi naturelle et obligatoire de solidarité. Sur certains points, les progrès de l'anthropologie ont conduit à relativiser ces

conclusions et ont montré que le modèle matriarcal fut sans doute moins universel qu'il ne le croyait. Mais, pour l'essentiel, la thèse du communisme primitif semble confirmée. Non, l'humanité n'a pas toujours été divisée entre riches et pauvres, puissants et opprimés et le capitalisme n'est pas éternel. Ni l'État, ni la famille et les rapports entre les sexes tels que nous les connaissons aujourd'hui.

Les reportages sur les quelques peuples qui vivent encore à l'écart de la civilisation capitaliste en témoignent. (Et l'intérêt qu'ils suscitent auprès des téléspectateurs est d'ailleurs révélateur). Comme le note l'animateur de télévision en charge de ces reportages, beaucoup des peuples qu'il a rencontrés, et qui n'ont rien ou presque, « *sourient tout le temps* »... Engels ne croyait pas au mythe rousseauiste du bon sauvage, mais il avait pu voir comment le progrès matériel sous le capitalisme avait pour condition l'exploitation du plus grand nombre et se payait de nombreux reculs en humanité. Aujourd'hui chacun peut constater, comme le prévoyait aussi Keynes, que le triomphe du capitalisme n'assure pas le bonheur généralisé mais plutôt la généralisation de la dépression.

Mais Engels ne rêvait pas du retour en arrière vers le stade du communisme primitif. Il se battait, comme son ami Marx, pour un stade supérieur de la société qui permettrait d'en finir avec le malheur social. Et il le faisait avec bonheur ; car il semble avoir été d'un naturel particulièrement heureux.

Né en 1820 à Barmen, dans la vallée industrielle de Wuppertal, d'une famille aisée d'industriels du textile, il a manifesté très tôt sa vitalité et son goût de la liberté. « *Les hésitations continues, la peur philistine des actes audacieux nous dégoûtent profondément. Nous voulons nous échapper vers l'immensité du monde libre et, dédaignant la prudence, lutter pour la couronne de la vie-exploit* », écrit-il dans ses années d'adolescence. Élève brillant, doué pour le dessin comme pour les langues (il en parlera douze !), il écrit des vers (en grec ancien et en allemand), fait de l'escrime et de l'équitation et, pendant ses années d'étudiant, fréquente le gymnase comme les estaminets tout en polémiquant avec le philosophe réactionnaire Schelling pour défendre les idées de Hegel, ou la critique de la religion par Strauss et Feuerbach.

1. *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, édition Le Temps des Cerises, 2012, préface Christophe Darmangeat.



"Émancipation de la chair"

●●● Engels aimait la vie, la bonne chère et la chair. Un de ses dessins de jeune homme, légendé "Le triomphe de la chair", met en scène un sans-culotte qui brandit au bout d'une pique un plat de côte ! Ce n'était pas un rabat-joie ni un bonnet de nuit... Dans le questionnaire des filles Marx, à la question « *Votre idée du bonheur ?* », quand Marx répond « *La lutte* » (ce qui va évidemment loin...), lui répond : « *Château-Margaux 1848* ».

Il fut penseur et homme d'action tout à la fois. (« *L'entrain* » était la qualité qu'il appréciait le plus chez un homme). On sait qu'il était féru de science militaire. Mais il ne s'est pas contenté d'écrire sur le sujet. Pendant la révolution allemande de 1849, il participa au soulèvement des Allemands de Bade et du Palatinat et s'enrôla dans le corps-franc du général Willitch. Il y fit preuve de courage physique mais prenait ça à la légère. (« *Prendre tout à la légère* » était sa devise préférée)... Dans une lettre à Eleanor Marx, il écrit : « *J'ai pris part à quatre combats dont deux assez importants, surtout celui de Rastatt, et j'ai trouvé que le courage de taper dans le tas qu'on vante tant était la qualité la plus commune que l'on puisse avoir.* »

Après l'échec du "Printemps des peuples", Marx et lui mettent à profit le reflux

du mouvement révolutionnaire pour approfondir leurs études et contribuer à former le jeune mouvement ouvrier. Envoyé à Manchester comme fondé de pouvoir de son père auprès de son associé des filatures "Ermen and Engels", Friedrich devra s'astreindre pendant vingt ans à un travail de bureau au service de ce « *foutu commerce* », qui ne le rendait pas heureux, mais grâce à quoi il put soutenir financièrement Marx et sa famille. Dans le même temps, il tourna le dos à la vie bourgeoise pour fréquenter le monde ouvrier. « *J'ai renoncé à la société et aux banquets, au porto et au champagne de la classe moyenne et j'ai consacré mes heures de loisirs presque exclusivement à la fréquentation de simples ouvriers.* » C'est une jeune ouvrière d'origine irlandaise, Mary Burns, qui avait commencé à travailler en usine à neuf ans, qui lui sert de guide dans ces "bas-fonds" d'où il rapportera son livre sur la *Situation de la classe laborieuse en Angleterre*. De Mary Burns on sait peu de choses. Engels l'avait installée avec sa sœur dans une maison de la banlieue et c'est là qu'il passait son temps quand il s'était libéré de ses obligations professionnelles. Elle savait à peine lire et écrire mais était vive et intelligente. Et proche des milieux chartistes. Engels, qui n'avait que mépris pour la famille bourgeoise, dans laquelle



Lizzy Burns

« *L'homme est bourgeois ; la femme joue le rôle du prolétariat* » et où la « *monogamie (est) complétée par l'adultère et la prostitution* », ne l'a jamais épousée. Mais, après sa mort, en 1863, il vécut en concubinage avec sa sœur Lizzy, qu'il finit par épouser un peu avant qu'elle meure. Lizzy, comme sa sœur, était une ouvrière, irlandaise et fière, liée au mouvement des *Fenians* dont le couple a accueilli et protégé des militants quand ils étaient pourchassés.

La mort de Mary fut l'occasion d'une des ses rares brouilles avec Marx, car celui-ci eut à peine un mot de compassion, plus préoccupé qu'il était par ses soucis d'argent. Pendant une semaine Engels ne lui écrivit pas. Puis il a passé l'éponge... Lui, dont l'occupation favorite, selon ses dires, consistait à « *taquiner et répondre aux taquineries* », considérait visiblement qu'il n'y a pas de bonheur hors l'amitié et la fraternité. On a pu dire de lui qu'il était un moderne Pollux, le héros antique qui, après avoir combattu aux côtés de son demi-frère, Castor, ne voulut pas le laisser partir seul pour les enfers.



Vengeance, justice ou lutte sociale ?



Michael Kohlhaas, un film d'Arnaud des Pallières

Ne s'agit-il pas simplement de lutte sociale pour des intérêts coïncidant au court terme, mais contradictoires au long terme ?

Lenteur de l'image, clair-obscur, et panoramique filés. Il s'agit de faire progresser la réflexion du spectateur au rythme de Michael Kohlhaas, personnage-pivot, négociant spolié par un féodal fort de ses privilèges, à qui sont fermées les voies de droit. Ne lui resterait-il alors que la force ?

Un soin extrême est apporté aux usages du quotidien ainsi qu'aux rapports de maître à valet : ceux de Kohlhaas, imprégné de l'esprit égalitaire de la Réforme, avec ses domestiques. Ces rapports, empreints de justice, de simplicité, de compréhension mutuelle sont, à première vue, à l'opposé de ceux du Baron et de ses sujets. La nouvelle de Kleist, qui inspire le scénario, repose sur la Guerre des Paysans (début XVI^e). Cet épisode sanglant de la Réforme à son début va du soutien par Marin Luther de la révolte des paysans allemands à sa trahison. L'action est transposée dans la France des Camisards cévenols. Kohlhaas refuse d'abord la modération, le respect de l'ordre dominant prêchés par le pasteur, conditions de l'absolution de ses actes de vengeance, puis se soumet, dépose les armes et demande à "ses gens" de faire de même. Comme Luther quittant les paysans pauvres pour les princes convertis à la Réforme, Kohlhaas, qui obtient réparation grâce à Marguerite d'Angoulême, esprit ouvert de l'époque, abandonne la lutte, sans soucis pour ceux qui sont morts pour ses seuls intérêts. Kohlhaas, séduit par une sorte de "paix des braves", renonce au moment où la révolte a pris une ampleur telle que la monarchie doit reculer et reconnaître son bon droit.

Du récit de Kleist (1777-1811) on connaît le questionnement sur l'instrumentalisation des hommes ou des religions, pour obtenir la soumission au pouvoir en place. L'écrivain du XVIII^e et le metteur en scène du XXI^e siècle se rejoignent.

Si les pauvres sont la force de Kohlhaas, celui-ci est la force des pauvres qu'il a réussis à fédérer. Mais sans projet commun, pas de victoire.

Une belle parabole, de lecture très actuelle.

● Michel Mouréreau

Texte complet sur www.communistesunitaires.fr, rubrique "À voir"



chrhc.revues.org/

● **Où va l'histoire ?** L'enseignement des "sciences sociales", éveillé potentiel de l'esprit critique, est d'assez longue date dans la ligne de tir des dominants, tenants de la pensée unique. L'histoire est une de leurs cibles. Le numéro 122 des *Cahiers d'histoire* (sortie en février) est consacré aux nouveaux périls encourus par l'enseignement de l'histoire. Les précédents numéros sont en ligne, mais comme toutes les revues, les *Cahiers* vivent des abonnements de leurs lecteurs...

● **Fragiles indépendants.** Libraires ou éditeurs, ils ont du mal à tenir le coup. La fabrique a 15 ans et dit sur son site la qualité de ces découvreurs, leurs audaces, et leurs difficultés, face aux entreprises industrielles, leur main mise sur les circuits de diffusion, leurs lieux de vente. Les Éditions d'Amsterdam alertent aussi leurs lecteurs, et cessent la parution de la *Nouvelle Revue du Livre*, publication exigeante, ouverte (www.editionsamsterdam.fr). Pour que tous ces passeurs de culture existent, il faut se battre.



200 p. - 13 €

● **"Municipalisation du racisme d'État".** Impliqué-e-s dans la recherche sociologique, l'action militante, le journalisme de terrain, Eric Fassin, Carine Fouteau, Serge Guichard, Aurélie Windels analysent et expliquent « *le racisme d'État (ou sa version municipalisée)* (comme) *envers logique, voire nécessaire, du ralliement de la gauche aux politiques néolibérales* ». Sortie fin février, calendriers des présentations avec les auteurs sur le site de l'éditeur (www.lafabrique.fr).



● **Marche pour la Culture.** Artiste interprète, technicienne, réalisatrice, personnel administratif ou d'accueil, citoyenne, citoyen, usager, habitante, elles/ils appellent à une marche pour la Culture à compter du 10 février. Parce que la Culture est le « *ferment de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, créatrice de richesses individuelles, collectives, mais aussi économiques* ». Parce qu'elle est mise à mal, dans toutes ses facettes. Un texte-pétition à lire dans son intégralité sur www.communistesunitaires.net, rubrique "Culture" et sur www.je-marche-pour-la-culture.org/

Image de la semaine



Recul du gouvernement

Paris. Après de nombreuses hésitations, le gouvernement a finalement fait marche arrière et cédé aux tenants de la théorie de la Terre Plate. Cette théorie sera donc enseignée dès la rentrée prochaine dans les écoles. Les associations pro Terre Plate, qui ont manifesté deux dimanches de suite, crient victoire. Le gouvernement, lui, tempère. Reportage sur legoraf.fr.

● **Mais où sont-elles donc ?** Dans un courrier à *L'Humanité Dimanche* qu'il fait suivre à *Cerises*, P. Gineste relève « En matière d'inégalités subies par les femmes, (...le) peu de femmes en situation de maires. Dans 86,1 % des cas, la seule femme qui trône dans le bureau du maire est Marianne ! La loi sur la parité (qui ne s'appliquait pas aux communes de moins de 3 500 habitants en 2008, mais s'appliquera aux communes de plus de 1 000 habitants en 2014) a fait progresser le nombre de conseillères municipales de 33,0 % en 2001 à 34,8 % en 2008 et le nombre de femmes-maires de 10,9 % à 13,9 %. Dans les seules 38 grandes villes de plus de 100 000 habitants, elles étaient 6, soit 15,8 %. Quand on fait les statistiques sur les 172 plus grandes villes (...), on constate que les maires sont féminines approximativement dans la même proportion à droite qu'à gauche, 13,5 %. (...) Combien de têtes de listes

féminines ? », demande P. Gineste qui s'interroge sur « *les partis progressistes, lesquels en restent au machisme traditionnel ? Qu'en sera-t-il en mars 2014 ? À suivre de près...* »

● **La culture, la formation et la matraque.** Lors de la visite de François Hollande, les personnels et étudiants de l'université de Strasbourg qui manifestaient pacifiquement contre la politique d'austérité qui frappe leur établissement (- 20 % des crédits de fonctionnement, retard de paiement de la part de l'Etat, etc.) ont été, pour les uns, arrêtés en début de manifestation, tous repoussés violemment par les forces de l'«ordre», et, pour deux étudiants, retenus plus de dix heures en garde à vue. Les syndicats CGT, FSU, Sud, et UNEF de l'université dénoncent ces exactions et appellent à poursuivre les actions engagées.

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

